

Charles Beigbeder : « Une vraie crise de confiance »

Chargé de la pédagogie de la réforme à l'UMP, le chef d'entreprise annonce qu'il faudra prendre des mesures audacieuses pour sauver notre modèle social

Chef d'entreprise, secrétaire national de l'UMP chargé de la pédagogie de la réforme, Charles Beigbeder alimente le futur programme de Nicolas Sarkozy d'idées nouvelles et de propositions de réformes destinées à maîtriser déficits et dépenses publiques.

Vous nous annoncez donc que le plus dur reste à venir ?

Les plans Fillon vont permettre à la France de maintenir son triple A et de tenir nos engagements de réduction de déficits à 4,5 % du PIB en 2012, voire 3 % en 2013, mais cela ne suffit pas pour ramener la confiance nécessaire à la croissance. Pour y parvenir, il faut mener des réformes structurelles beaucoup plus puissantes qui doivent faire l'objet d'un débat pendant l'élection présidentielle. **Actuellement, l'ambiance n'est pas vraiment à la confiance.**

On sent une vraie crise de confiance et de défiance. Les entrepreneurs diffèrent leurs investissements et les épargnants « surépargnent ». Dans le même temps, le gouvernement fait le maximum de ce qu'il peut faire, et c'est très bien, mais il faut faire plus. Mais ces réformes ne peuvent être menées par un gouvernement à cinq mois de la fin de sa mission.

A quoi devons-nous nous attendre si Sarkozy est réélu ?

Le Président est très clair lorsqu'il déclare, comme à Bordeaux la semaine dernière, que si nous voulons sauver notre modèle social, il faut le refonder. Et pour cela, il faut mener des réformes assez audacieuses car notre modèle social n'est plus financé.



« Les plans Fillon ne suffiront pas pour ramener la confiance nécessaire à la croissance », estime Charles Beigbeder. (Photo Reuters)

Prévoyez-vous une réforme de l'assurance-chômage ?

On a supprimé, de concert avec les partenaires sociaux, la dégressivité des allocations chômage pendant vingt-trois mois, malheureusement, ça ne fonctionne pas. A un moment, la personne en inactivité doit être fortement incitée à reprendre un emploi. On doit donc remettre de la dégressivité dans le système, à partir du treizième mois par exemple, pour stimuler les personnes sans emploi.

On annonce pourtant une forte progression du chômage en 2012. Il faut raisonner sur une mandature de cinq ans. Mieux vaut

prendre des mesures courageuses, dès le nouveau quinquennat, qui pourront avoir au début un effet défavorable sur la croissance, plutôt que faire une politique avec des mesures pas suffisamment audacieuses, qui ne rétabliront pas la confiance. On risque alors de rester dans une croissance molle pendant des années.

Que proposez-vous pour mieux maîtriser les dépenses de santé ?

Une franchise médicale, y compris pour les soins de longue durée. En deçà des premiers 2% des revenus de chaque ménage, les dépenses de santé ne sont pas remboursées. Aujourd'hui, le reste à charge qui n'est pas remboursé s'élève à un

peu moins de 10 % des dépenses de santé quel que soit le niveau de revenus. Un système injuste car, pour les personnes ayant de hauts revenus, le reste à charge est tout à fait indolore alors que pour les personnes à faibles revenus, c'est assez pénible. Au point que certains renoncent à des soins. **Les retraités échapperont-ils à une nouvelle réforme ?**

Les retraites en France sont plus élevées que le salaire moyen : 1700 € par mois contre 1300 €. Chaque année, les retraites qui représentent 250 milliards sont indexées sur l'inflation qui, si elle est établie à 2 %, représente cinq milliards de plus. Si on désindexait partiellement les retraites de l'inflation, ce qui a été fait dans le plan Fillon 2 sur les allocations logement et les allocations familiales, on pourrait économiser plusieurs milliards d'euros. C'est une préconisation à débattre.

Les Français ont besoin de vérité mais aussi d'espoir. Y pensez-vous ?

L'espoir, c'est la confiance qui revient. Il y a des choses qui marchent bien chez nous et il faut le dire. Dire que nos premières réformes portent déjà leurs fruits, que nos grandes entreprises sont parmi les plus performantes du monde, qu'on n'a jamais autant créé d'entreprises et que notre recherche se porte très bien. C'est un espoir raisonnable, responsable et réel que l'on peut donner aux Français, plutôt qu'une espérance vague et un peu irresponsable telle que la pratiquent les socialistes.

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ FOURNON
afournon@nicematin.fr

Le livre

A l'exception du cas atypique du général de Gaulle, jamais, dans l'histoire de la V^e République, le favori de l'élection présidentielle ne l'a emporté. Ne cherchez pas, c'est vrai ! Pourquoi ? Comment est-ce possible ? C'est ce que nous

raconte

Patrice Carmouze en revenant sur les bourdes, échecs et bévues en tout genre :

de l'assurance maladie de Balladur qu'il est le meilleur à la bravitude de Royal en passant par la suite 2806 du Sofitel de New York et la sortie de route de Jospin qui qualifiait Chirac de candidat « vieux, usé et fatigué ». Sympathique et instructif, l'actualité récente n'étant pas là pour le contredire...

O.B.

Comment perdre une élection présidentielle à coup sûr - Patrice Carmouze - Editions Robert Laffont - 210 pages - 18 €



Le sondage

1 % Il s'agit de la différence d'intentions de vote entre François Hollande (30 %) et Nicolas Sarkozy (29 %) au premier tour selon un sondage LH 2 pour Yahoo publié hier. Le candidat socialiste paraît souffrir de l'imbrroglio qui a entouré l'accord électoral conclu dans la douleur par le PS et Europe Ecologie-Les Verts.

Enquête réalisée les 18 et 19 novembre par téléphone auprès de 958 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Petites histoires de campagne

Agitation tous azimuts...

Incontestablement, Nicolas Sarkozy a repris la main. Pour le moment du moins. Dévissant dans les sondages et les enquêtes de popularité depuis des semaines, au point que certains de ses amis s'interrogeaient il y a peu sur l'opportunité d'une nouvelle candidature, le chef de l'Etat retrouve le sourire.

La séquence du G20, aux côtés d'Obama et de Merkel, et sa volonté d'éviter la déroute à la France semblent porter leurs fruits. A telle enseigne que le président de la République n'hésite plus à assurer en privé que tout devient désormais possible. Surtout après la semaine calamiteuse de son principal

concurrent. Etrillé par les Verts et dézingué par Mélenchon, François Hollande a pour mission principale de garder la main et prouver sa capacité à rassembler les forces de gauche. Montrer aussi que c'est bien lui le patron et qu'il peut encore susciter l'espoir, voilà les enjeux.

A gauche comme à droite, rien n'est vraiment figé : Eva Joly, pourtant plébiscitée par les militants, apparaît plus fragile que jamais, écartée des ultimes négociations sur le nucléaire avec le Parti socialiste. Marine Le Pen, en troisième position dans les sondages, a bien du mal à relancer sa campagne. Peu crédible ou peu efficace,

les économistes hésitent encore à définir son programme dont le financement sera annoncé seulement en janvier prochain... De son côté, François Bayrou se prend à rêver que 2012 sera cette fois la bonne. Il n'est pas le seul à s'imaginer un destin national. Chez les centristes, c'est même une habitude. Avant de renoncer, Jean-Louis Borloo se voyait déjà à l'Elysée. Quant à Hervé Morin, il n'a jamais eu la cote, mais croit pouvoir enthousiasmer les foules. Par sympathie, ses camarades devraient le dissuader d'y aller. Une déculotée peut être si douloureuse.

OLIVIER BISCAYE
obiscaye@nicematin.fr

